SE BATTRE POUR NOS SALAIRES !

La mobilisation de la jeunesse et d'une frange du monde du travail a percuté le pouvoir en place. Plusieurs centaines de milliers de jeunes font une expérience politique de la mobilisation, du pouvoir, de l'État, mais aussi des liens avec les travailleuses et les travailleurs. Face à cela, le gouvernement a décidé de lâcher quelques miettes aux jeunes et encore moins aux travailleurs. Mais c'est une première de concéder quelques éléments.

Ils lâchent des miettes, mais on veut la boulangerie et bien plus encore !

28 élèves par classe en seconde générale et technologique, mais à moyens constants, c'est-à-dire que l'argent sera pris là où il existe des marges de manœuvre et donc souvent dans les établissements les plus précaires. Remise en cause de Parcoursup, mais pas de la sélection… même s'ils annoncent des places en plus dans l'ESR.
Sur les salaires, c'est une insulte avec une augmentation du SMIC de 24 euros, soit moins d'une baguette par jour, alors que les prix, eux, explosent de toutes parts.
Ils ont peur, ou ont eu peur, mais pas suffisamment. La crainte réelle de la généralisation de la grève n'a pas eu lieu, mais, au fond d'eux, ils savent ne pas être tranquilles, car un mouvement comme celui-ci sème des graines et des réflexes.
Cette société dégueule de thunes, que ce soit à travers les profits des grandes entreprises, les dividendes versés aux actionnaires, les cadeaux au patronat ou encore les dépenses militaires qui n'ont aucun intérêt pour les travailleurs… Il y a largement de quoi répondre à tous nos besoins !

De l'argent, il nous en faut pour les salaires !

Le coût de la vie explose et les salaires stagnent, voire reculent parfois avec le jeu des suppressions de primes. Il faut donc se battre pour de réelles augmentations de salaires.
En région parisienne, les loyers ne cessent d'augmenter, nous subissons ainsi de plein fouet les coûts des transports…
Il ne s'agit pas d'obtenir des primes, mais bien une revalorisation réelle du point d'indice. Exigeons le rattrapage du gel du point d'indice et son augmentation claire et nette, ainsi que son indexation réelle sur les prix.
Pas un salaire en dessous de 2 500 euros dans l'Éducation nationale : c'est ça, le minimum. Un point d'indice porté à 7,86 € pour qu'aucun enseignant ne débute en dessous de 2 700 euros.
Ce n'est pas faire un record de revendication salariale, mais ce sont les chiffres qui ressortent lorsqu'on cherche à déterminer ce qu'il faut pour « bien vivre » en région parisienne et être capable de se loger seul, d'être autonome vis-à-vis de sa famille et/ou de son conjoint. Dans l'éducation c'est justement là où le bas blesse : les nouveaux enseignants sont catapultés en île de France, loin de chez eux, avec les salaires les plus bas alors que tout y est plus cher.

Discutons de ces revendications en HIS, en AG et en grève le 1er décembre !

Voter CGT Educ'95 aux élections professionnelles des 3 et 10 décembre !

Pour celles et ceux qui ne concilient rien face à la hiérarchie, qui défendent les revendications sans concession et tournent dans les établissements pour préparer la confrontation et construire la grève générale nécessaire.
Pour celles et ceux qui pensent que les instances ne suffisent pas, mais qu'elles peuvent être des points d'appui pour nos mobilisations. Pour celles et ceux qui veulent faire vivre un syndicalisme de lutte, qui ne se contente pas de négocier des miettes, mais cherche à construire le rapport de force nécessaire pour gagner.
Voter CGT Educ'95, c'est donner davantage de moyens à cette orientation pour qu'elle existe au quotidien, dans les établissements comme dans les instances. C'est renforcer une CGT qui organise, mobilise, défend et prépare les confrontations à venir.
Le 3 et le 10 décembre, donnons de la force à celles et ceux qui veulent lutter et gagner !

COMMENT VOTER?

la cgt ÉDUC' ACTION 95